

VOIR SUR 30 ANS UN PAYS EVOLUER

Le pays, c'est le Burkina Faso qui, il y a 30 ans portait encore son nom de colonie française : la Haute Volta. C'est Thomas Sankara qui a, en 1984, remplacé ce nom par celui de « Burkina Faso », « pays des hommes intègres ».

De ce pays, ce que nous connaissons un peu, ce sont quelques villages dagara, d'une région rurale du Sud-ouest, que nous avons visités une dizaine de jours par an. Nous entretenons depuis 1981 avec leurs habitants des relations de coopération et d'amitié.

Les villes et les communes rurales se démocratisent

Un fonctionnement formellement démocratique du pays a été mis en place lors de l'indépendance, en 1960, avec des élections législatives nationales. Puis ont eu lieu des élections de conseils municipaux au niveau de la vingtaine de villes du pays.

Les zones rurales, découpées en préfectures, étaient alors administrées par des préfets nommés par l'administration. En 2006, la démocratisation ayant été étendue à ces zones, nous avons été témoins de la création de la **commune rurale** de Koper et des premières élections municipales. Cette commune, comportant 21 villages s'est superposée à la préfecture de Koper et les pouvoirs du préfet ont été largement réduits. Le conseil municipal comporte deux membres de chaque village, homme ou femme. Jacques Somda, le maire de Koper, est devenu un de nos interlocuteurs privilégiés. Cette nouvelle organisation permet, de manière progressive, une meilleure coordination des actions de la commune (dont les moyens matériels sont limités), de l'Etat et des ONG.

La région a commencé à se désenclaver

- Progrès des voies et moyens de communication

En 1981, il a fallu à Claude Alamichel un jour et une nuit de train et de camion pour aller de Ouagadougou à Kpaï. Aujourd'hui, une **route goudronnée** Pâ-Dano a remplacé la terrible piste de l'époque et la route Ouaga-Dano se fait en 4 heures de car ou de voiture. Une route de terre relie Kpaï à Béné et un « goudron » Dano-Babora-

Dissin est en construction. Ces investissements sont financés par des crédits publics.

Voilà plusieurs années que des cabines téléphoniques fonctionnent à Dano. Mais un progrès plus considérable est que depuis 5-6 ans le **téléphone mobile** se répand chez les villageois, ce qui change leur vie : les nouvelles familiales circulent plus vite, les rendez-vous de travail sont facilités, etc. Le maire de Koper, n'a pas de téléphone fixe : les burkinabé viennent d'entrer directement dans l'ère du portable. Pour l'antenne Ed.PA, les heures de moto pour convoquer ou modifier une réunion sont économisées. A Dano, des boutiques proposent des téléphones, des batteries et des recharges.



A noter l'intérêt croissant de nos interlocuteurs et interlocutrices villageois(es) pour les petits voyages d'étude de 2-3 jours dans une autre région pour découvrir d'autres réalisations ou modes d'organisation. Excepté pour quelques responsables, cette pratique est nouvelle.

- Arrivée de l'électricité à Dano et bientôt à Kpaï et Babora

L'électrification de l'axe Pâ-Oronkua-Dano et au-delà a suivi la construction de la route goudronnée. A Dano, les administrations, beaucoup de commerçants et de particuliers ont donc pu se passer de leurs groupes électrogènes pour s'éclairer et faire marcher la télévision. La rue principale est éclairée le soir et la pompe à essence du grand carrefour ne fonctionne plus à bras !

Mais plus important pour la vie quotidienne, dans certaines maisons de Dano, on est passé de la lampe à pétrole à l'ampoule électrique. Les jeunes ont enfin de la lumière pour faire leurs devoirs.

Dans les zones non électrifiées, l'électricité photovoltaïque progresse, mais lentement du fait du vol de panneaux. Nous avons vu par exemple des instituteurs installer un panneau personnel devant chez eux, afin de charger une batterie dont ils se servent le soir pour s'éclairer. Le panneau est rentré la nuit à la maison...



Maintenant à Dano les boutiques d'ampoules et d'accessoires électriques sont nombreuses.

- Désenclavement et entrée dans la mondialisation

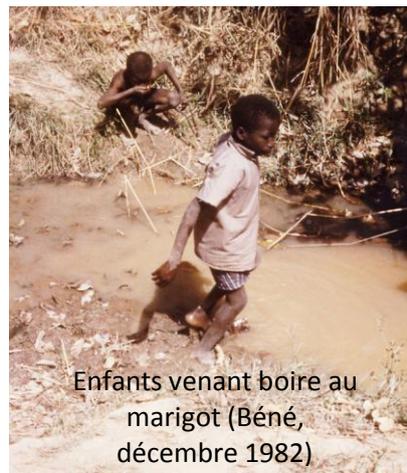
Que ce soit pour le déplacement des personnes, des informations et des marchandises, ce désenclavement correspond à une ouverture sur le monde.

A titre d'illustration, Maurice Oudet a constaté que dans une boutique de quartier, on trouvait des produits en provenance de 22 pays (Asie, 7 pays ; Europe, 6 pays ; Afrique 6 pays, dont 4 de l'Afrique de l'Ouest ; Amérique, 3 pays) (d'après : abc Burkina N° 378).

L'accès à l'eau s'améliore

La disponibilité d'une eau potable, donc souterraine (car le coût de traitement de l'eau de surface est prohibitif), est capitale pour l'hygiène et la santé de la population. Mais l'accès à une eau de surface est nécessaire aussi pour irriguer et faire boire les animaux. En 1981, seuls quelques quartiers de village disposaient d'un puits plus ou moins pérenne (donnant de l'eau potable et ce jusqu'à la fin de la saison sèche). On voyait des enfants aller boire l'eau d'un marigot, peut-être très infestée de parasites. Les animaux s'en contentaient aussi. Des jardins étaient cultivés le long des marigots, notamment à Kpaï, arrosés à partir d'un bas-fond ou d'un puisard. Une véritable zone irriguée, en amont du barrage

«de Koper», existait dans la région depuis les années 60. Deux autres ont été aménagées depuis lors : à Wahablé (par l'Evêché, en 1988) et à Dano (par la Fondation Dreyer, plus récemment).



Les villageois étaient demandeurs de **retenues d'eau** auprès de tous leurs contacts. Pour notre part, celles auxquelles nous avons participé ont donné des résultats variables à long terme, notamment faute d'entretien.

L'autre série de besoins exprimés était celle de puits pérennes. Nous en avons financés plusieurs. La sécheresse augmentant et les meilleurs sites étant équipés, les puits, même creusés plus profond, n'étaient plus pérennes. Le besoin s'est alors porté sur des **forages** allant chercher l'eau à 60-80 m et équipés d'une pompe. Une margelle et un entourage de ciment permettent d'éviter que les déjections des animaux ne polluent les abords. Compte tenu de l'importance du financement nécessaire, nous n'avons pu réaliser qu'un forage.



Mais des ONG plus importantes et le gouvernement (Programme national de gestion des terroirs, PNGT, financé par la Banque mondiale) ont pris le relais. La région est aujourd'hui équipée d'un bon nombre de forages, ce qui ne veut pas dire que tous les quartiers de villages soient desservis ni que toutes les installations fonctionnent, notamment les pompes. A chaque forage est pourtant associé un comité de gestion qui veille à la pérennité de son fonctionnement. Les écoles disposent presque toutes d'un puits pérenne permettant aux écoliers de boire et théoriquement de pratiquer le jardinage scolaire.

Dans un domaine proche, la construction et l'utilisation de **latrines** constitue un progrès relativement récent, qui évite la pollution des eaux souterraines. Il y en a maintenant (et nous y avons contribué) dans la plupart des écoles, près de certains marchés, à la mairie et dans quelques concessions (habitats de la famille élargie).



Latrine de concession (Béné 2010)

La situation sanitaire s'améliore, mais trop lentement

Il y a 30 ans, se mettait en place le premier échelon des structures sanitaires, à savoir le Poste de Soins Primaires (PSP) au niveau du village : un simple local tenu par un agent de santé bénévole ayant reçu une formation minimale, disposant de quelques médicaments de base. De même, les accouchements avaient souvent lieu au village dans des conditions sommaires, avec une « matrone » (sage-femme sans formation mais souvent très expérimentée).

Au niveau de plusieurs villages, il y avait déjà (et ils fonctionnent toujours), des **Centres de Santé et de Protection Sociale (CSPS)**, comportant (cas de Babora) 3 à 4 infirmiers agréés dans des locaux simples mais « en dur », doté d'un minimum de

matériel et de médicaments de base. L'évolution a consisté à supprimer les PSP et interdire les accouchements dans les villages pour concentrer les premiers soins et les accouchements dans les CSPS. Après avoir modestement soutenu les PSP dans les villages où ils existaient, nous avons reporté notre aide sur le CSPS de Babora, notamment en finançant un bâtiment d'observation disposant de plusieurs lits dans 4 salles. La Banque Islamique de Développement (BID) a offert en 2005 un bâtiment de consultation, une maternité, une pharmacie et des logements pour le personnel. Le PNGT a financé un forage. Nous ignorons si la mortalité maternelle est ici moins importante que dans le reste du pays¹.



Un agent de santé passe régulièrement dans les villages pour vacciner la population.

L'échelon supérieur du système est constitué par les **Centres Médicaux (CM)**, à raison d'un par province : il est à Dano pour le loba. C'est seulement à ce niveau que l'on trouve un médecin. En 1982, les bâtiments étaient sommaires. La BID a financé récemment plusieurs bâtiments pour ce Centre, comprenant deux blocs opératoires.

Cette centralisation sur les CSPS et sur le CM suppose des moyens de transport des malades, des accidentés ou des femmes prêtes à accoucher. Ces transports se font souvent par les propres moyens des villageois à pied, à vélo ou vélomoteur. Pour les situations graves, des ONG ont fourni des « moto-

¹ La lettre d'Amnesty, N° 103, juillet-août 2010
« Burkina Faso : des femmes meurent en donnant la vie »

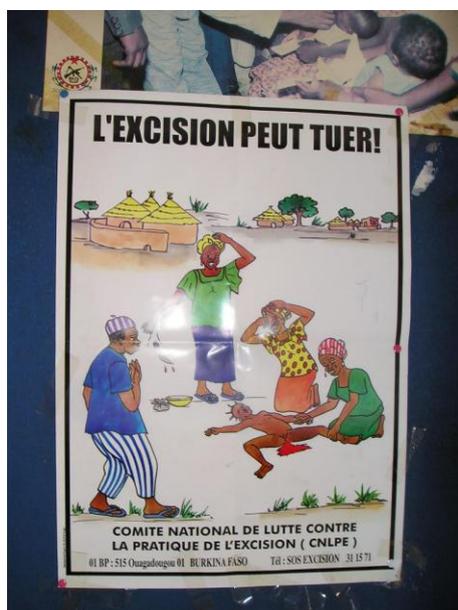
ambulances » et, plus récemment, une ambulance (l'une et l'autre en panne depuis plusieurs mois).

L'approvisionnement en produits pharmaceutiques s'effectue maintenant selon un circuit organisé de médicaments génériques provenant de la capitale vers le réseau de pharmacies locales où s'approvisionnent notamment les CSPS. Mais les médicaments restent à la charge des patients. Leur prix, qui nous paraît modeste, est élevé, voire insurmontable pour beaucoup.

Du coup, ils se tournent vers la médecine traditionnelle (qu'avait relancée Thomas Sankara), sur laquelle nous ne savons pas grand-chose. On nous dit qu'elle est efficace dans certains cas.

A noter que préexistait au système public un système confessionnel parallèle à celui-ci, toujours actif dans notre région autour des paroisses de Maria Tang et de Dano.

Soulignons aussi la lutte contre le sida et les maladies vénériennes, notamment par l'information des populations en langue locale et par la vente ou la distribution de préservatifs, auxquelles nous nous associons grâce au Conseil général de l'Essonne.



L'excision est interdite, ci-dessus l'affiche en montre les dangers (CSPS de Babora, 2003)

A mentionner aussi les actions pour la maîtrise de la fécondité, dont l'efficacité semble limitée, surtout du fait de la volonté de ces messieurs.

Enfin, il est à noter que la santé dépend aussi de l'hygiène, liée à l'accès à l'eau potable, en cours d'amélioration comme on l'a vu plus haut et de

l'alimentation. La malnutrition est loin d'avoir disparu, en particulier lors de la période « de soudure » avant les récoltes², surtout quand les conditions météorologiques ont été désastreuses.

Un **Centre de récupération et d'éducation nutritionnelle (CREN)** fonctionnait au CM de Dano il y a 30 ans : quelques mamans restaient là plusieurs semaines avec leur bébé dénutri pour y être nourris et apprendre à préparer les bouillies convenables. Un Centre similaire vient d'ouvrir à Babora, soutenu par la paroisse Maria Tang. Mais plus intéressant, nous avons en 2009 été témoins d'opérations de dépistage de malnutrition de bébés dans les villages, avec distribution de nourriture adaptée. Ces interventions sont financées par la Croix Rouge burkinabé et l'Union européenne.



Pesée d'un enfant

Opération de dépistage de malnutrition des enfants à Pirkon, en décembre 2009

Au total, si nous sommes heureux de constater les efforts et les progrès, la situation sanitaire reste précaire³. En particulier, la population n'est pas à l'abri d'épidémies (méningite) ni des parasitoses, ni du Sida, ni du paludisme, etc.

A suivre dans les deux prochaines *Lettres d'EMA*

² Cedres et Mimap, Enquête sur la pauvreté dans le département de Koper, février-mai 2007

³ Même enquête, 2007

VOIR SUR 30 ANS UN PAYS EVOLUER (SUITE)

Dans la Lettre de novembre dernier, nous présentons la première partie de ce triptyque : le désenclavement de la région, sa démocratisation (notamment la création de la commune de Koper, dont le maire, Jacques Somda, est venu en mars 2011 à Massy) et les questions de santé.

La 2^{ème} partie est donnée ici avec les aspects de scolarisation, d'alphabétisation et une réelle avancée en matière de gestion à travers l'exemple de villages de la commune de Koper.

Progrès indiscutables de la scolarisation en Primaire

Lors de nos premiers contacts, en 1981, il n'y avait qu'une école primaire dans le département de Koper : l'école privée de la mission catholique Maria Tang. Cette école est à l'origine de la présence de nombreux dagaras au sein du gouvernement, de l'administration et de l'université à Ouagadougou.

La première réalisation d'EMA dans ce domaine a été la construction de l'école de Kpaï commencée en 1984 et inaugurée en 1990, avec l'appui des « ressortissants » (originaires de Kpaï travaillant, pour la plupart comme fonctionnaires, à Ouaga) et des Volontaires du Progrès envoyés par le Ministère des affaires étrangères.



Logement de maître

Il existe aujourd'hui dans les 5 villages **8 écoles primaires publiques**, dont 5 ont été cofinancées par EMA, mais seulement 3 écoles comportent 6 classes du CP1 au CM2.

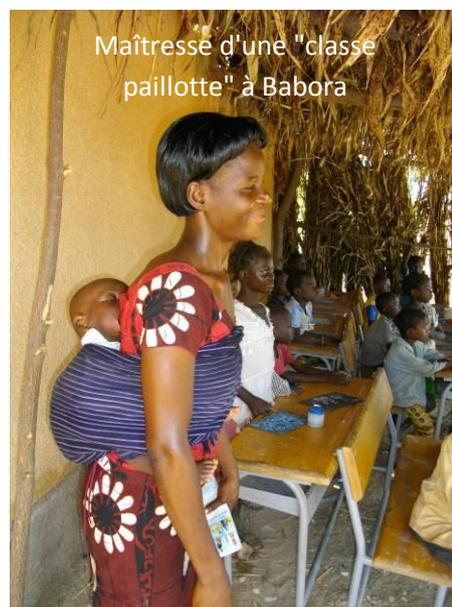
Le taux de scolarisation primaire dans la commune serait de 63% selon l'enquête de 2007, un chiffre invérifiable à notre niveau.

Constatant en 2003 que le **nombre de filles** scolarisées était très inférieur à celui des garçons, EMA a financé à 90% la cotisation des filles (voir p. 2). Trois ans après la parité étant atteinte, nous avons décidé de financer la cotisation de tous les enfants à hauteur de 50%. Il y avait, en 2010, 1413 élèves en primaire, dont 48% de filles.

Depuis 2009, l'Etat prend en charge la cotisation des filles de CP1.



La fierté d'EMA est d'avoir largement contribué à la scolarisation des filles. Beaucoup d'experts du développement pensent en effet que l'éducation des femmes est la clé de la maîtrise de la fécondité et de l'hygiène.



Maîtresse d'une "classe paillette" à Babora

Si autrefois la **construction** d'une classe et d'un logement de maître précédait la nomination d'un maître, il en est autrement en 2011. En effet de nombreuses classes fonctionnent dans des locaux provisoires, voire sous paillette, ce qui pose problème à la saison des pluies. Mais l'Etat et d'autres ONG construisent des classes, de sorte que nous avons décidé, suite à nos entretiens avec

les directeurs d'école, de cofinancer la réhabilitation ou la construction de logements de maîtres afin que ceux-ci, bien logés, ne demandent plus leur mutation au bout d'un an et s'investissent davantage dans l'école.

Aujourd'hui, il faut également construire des **latrines** pour les élèves et pour les maîtres. Tout cela est accompli avec la participation de la population.

La question de la **cantine** pour le repas de midi n'a pas beaucoup progressé en 30 ans : à l'époque, dans la région, l'association Catwell (Etats-Unis) fournissait de la farine de maïs et de l'huile de soja aux écoles, à qui il suffisait de fournir la cantinière. Depuis lors, cette ONG a cessé ses fournitures, l'Etat burkinabé n'a pris que partiellement le relais et il a donc fallu que les parents d'élèves assurent eux-mêmes le plus gros de l'approvisionnement nécessaire, ce qui ne se fait qu'irrégulièrement. Généralement, pendant le 1^{er} trimestre scolaire, les enfants ne mangent pas à la cantine à midi... et la sous nutrition persiste. Dans le Primaire, l'Etat fournit aujourd'hui une partie des **fournitures scolaires** et les **manuels** que les élèves doivent se passer d'une année à l'autre et qui sont rapidement dans un état déplorable.

Les parents doivent acquitter une cotisation gérée par l'Association des parents d'élèves (APE) qui permet de compléter l'achat de fournitures et d'entretenir les locaux.

Rappelons ici que tout l'enseignement du pays est donné en **français, langue officielle** car seule compréhensible par toutes les ethnies.

Une expérience remarquable à Dano, est celle de l'école publique de l'Œuvre Suisse d'entraide ouvrière (OSEO) : Les enfants apprennent à écrire en dagara et à pratiquer oralement le français, puis l'apprentissage du français se généralise progressivement...Les enfants sont également initiés à la culture dagara...et ils reçoivent un enseignement professionnel (menuiserie, électricité). Nous avons eu l'occasion de la visiter lors de la mission de 2006.

La Fondation Dreyer a construit une école maternelle bilingue à Dano qui fonctionne bien. Sur ce modèle doit être construite en 2011 à Babora une école maternelle bilingue sur fonds de l'UNICEF.

Reste le problème de l'**enseignement technique** inexistant aujourd'hui dans la zone de Koper. L'arrivée prochaine de l'électricité va probablement montrer la nécessité de formations

techniques et sa rentabilité pour ceux qui seront formés.

Il y a l'espoir d'une formation au niveau primaire avec le projet de l'ONG américaine Asudec, en culture générale et technique (élevage, jardinage) à Kpaï. Mais pour l'instant son fonctionnement n'est pas encore satisfaisant, faute d'enseignants qualifiés.

Un autre problème important est la **déperdition du savoir-lire et écrire** après la sortie de l'école. Beaucoup de paysans sont peu en contact avec des textes et ont peu l'occasion d'écrire. Au moins reste-t-il sans doute les savoirs les plus utiles : le calcul et le parler français. L'idée d'une bibliothèque à l'échelle du village ou même de l'école primaire semble pour l'instant utopique.



Evolution du collège de Koper

Création du collège en 1988 dans des locaux prêtés par la Mission Maria Tang.

En 1995 le nouveau collège est construit sur une superficie de six hectares. Le bâtiment comprend quatre grandes salles de classe (sans mobilier) dont une financée par EMA, un magasin, une bibliothèque mais ni latrines, ni locaux pour l'administration, ni logement pour le directeur, ni cantine et il manque quatre classes pour accueillir tous les élèves.

En 1999 EMA a obtenu un financement du Conseil général de l'Essonne pour la construction de la 5^{ème} classe, achevée en janvier 2000 et en 2002, EMA a financé l'achat de mobilier scolaire, d'armoires métalliques pour ranger les livres et en 2003, la construction d'un logement.

En octobre 2004, le collège devient collège-lycée, de sorte que de nouvelles classes sont nécessaires.



Collège-lycée : nouvelles classes

C'est à partir de cette année que nous avons, à la demande des parents, apporté une aide à la scolarisation des filles. Au cours des années suivantes, EMA cofinancera deux nouvelles salles de classe et continuera à financer partiellement la scolarisation des filles qui, dans le secondaire, restent encore trop minoritaires.

En 2000 le collège accueillait 223 élèves. En 2009 l'établissement en comptait 713. Et les effectifs augmentent chaque année !



Cours d'alphabétisation

Peu de progrès de l'alphabétisation

Il s'agit cette fois d'un enseignement en calcul, en lecture et écriture en **langue dagara** dispensé en principe à des adultes n'ayant pas été scolarisés, sous la forme de sessions de 2 mois de cours pendant la saison sèche (donc hors de la période des cultures). L'Administration finance en partie cet enseignement, auquel certaines ONG apportent une contribution, ce que nous faisons. Mais il faut bien constater que la motivation des villageois demeure limitée. Il est vrai que la participation à ces sessions est astreignante pour des adultes, que les conditions matérielles sont

souvent précaires et que l'intérêt de lire et écrire le dagara est faible vu qu'il n'existe que très peu de documents en cette langue.

Aptitude croissante à l'organisation

Peut-être par les effets conjugués

- du souci de profiter des moyens proposés par les ONG,
- des formations à la gestion dispensées par ces mêmes ONG (EMA comprise, avec l'appui d'Ed.PA),
- de la création en 2006 des communes rurales et des institutions villageoises tel que le Comité villageois de développement (CVD)
- des progrès de la scolarisation,
- de l'arrivée du téléphone portable,

nous constatons chez nos interlocuteurs et interlocutrices des **capacités croissantes à s'organiser**. Certes, les horaires des réunions de village ou des rendez-vous sont encore mal respectés (qui a une montre ?) mais l'association Ekoma (Echanges Koper-Massy) qui représente les villageois pour nos actions s'est montrée capable de gérer une partie du budget que nous lui allouons.



L'organisation communale et notre volonté de promouvoir le **rôle des femmes** leur a permis d'occuper maintenant une place reconnue dans la vie collective. L'évolution est certes lente car nous voulons respecter la culture de nos interlocuteurs, sachant que notre objectif est **l'avancée vers leur autonomie** de décision et de financement.

A suivre dans la prochaine Lettre d'EMA

Les sessions de formation des agriculteurs et agricultrices en élevage, protection des sols, foyers améliorés (économie de bois) seront présentées dans le 3^{ème} volet « Agriculture-élevage » de cette série.

Extraits de la lettre d'EKOMA lue par James Somda, président, durant la dernière soirée du séjour à Massy en mars 2011 de nos hôtes burkinabé

Commune de Koper Koper le 16/03/2011
 Association
 EKOMA

Cher Partenaires de
 Massy.

En ces temps forts de notre long cheminement de relations intense, fraternelle et amicale, nous EKOMA en communion avec notre délégation dirigée par notre premier responsable Mele Moine Jacques Somda, nous vous adressons nos salutations sincères au Conseil d'Administration de Massy, au Conseil Général d'Essonne, aux membres de votre association, à tous vos donateurs, bénévoles qui n'ont cessé de se pencher de cette population en majorité paysanne qui durant 30 années d'accompagnement vers un développement rattaché et durable. Nous ne saurions que vous vous prouver notre satisfaction très grande de notre partenariat. Notre délégation pourra de vive voix vous retenir notre reconnaissance et gratitude combien aimable en son sens humain.

Toutes nos actions et réalisations durant ces 30 ans et selon nos aspirations sont nombreuses et qualificatives. Elles ont contribué à un grand changement dans la vie des populations et dans beaucoup de domaines d'interventions pour le développement.

Aujourd'hui Koper a beaucoup évolué grâce à vous (LIAFP) qui dans son temps, les braves (VP) qui ont séjournés en Haute Volta aujourd'hui Burkina FAS. Nous leur adressons nos remerciements paternels, que Dieu rende au centuple de leurs bienfaits.

Nous nous rejoignons ensemble avec vous durant tout le temps de nos manifestations et souhaitons que nos relations continuent de grandir dans la prospérité.

Jeun terminier, en grand Coure nous vous disons: Barba! Barba! Barba yafa za.

Amen.



Dernière soirée chez Simonne avant le retour au Burkina

VOIR SUR 30 ANS UN PAYS EVOLUER (FIN)

Le texte qui suit est le dernier du panorama de nos observations sur la commune de Koper depuis notre fondation en 1981. Les deux premiers, parus dans les Lettres d'EMA de novembre 2010 et de mai 2011, ont présenté la démocratisation du pays, le désenclavement de la région où nous agissons, l'évolution de la situation sanitaire, de la scolarisation et des autres modes de formation.

L'habitat rural dagara traditionnel : du banco à la brique de latérite.

Comme les terres relèvent du chef coutumier, aucune bâtisse ne peut sortir de terre sans son accord et sa présence est requise pour le lancement ritualisé des travaux. Cet habitat est cubique avec un toit en terrasse (alors que celui des Mossis est circulaire : cases rondes avec un toit végétal tronconique autour d'une cour commune). Le chef de famille, une fois qu'on lui a concédé des terres, construit la maison du clan, appelée concession. Elle peut abriter de vingt à cent personnes. C'est la terre et la maison des ancêtres où l'on revient plus ou moins souvent (rites initiatiques, funérailles) quand on est ressortissant* dans le reste du pays ou expatrié. Les défunts peuvent être enterrés dans la cour de la concession. L'habitat est évolutif. Si la case d'une génération précédente ou collatérale ne se libère pas, on agrandit la concession au fur et à mesure des besoins selon deux types de plan : autour d'une cour commune ou individualisée.



La construction la plus traditionnelle est dite en « banco », mélange de terre glaise, de paille et d'eau malaxée avec les pieds et les mains pour monter des murs aveugles, constitués de boudins de 70 cm de hauteur et 50 cm d'épaisseur sur le pourtour de la surface allouée pour 3 ou 4 pièces et 1 espace douche non couvert mais sans latrines. Le travail s'effectue en période de très forte chaleur pour favoriser le séchage et garantir la solidité de la bâtisse. Deux ou trois boudins sont ainsi montés successivement. Au dernier, on encastre dans le boudin frais, la charpente faite de troncs d'arbres rapprochés de 30 cm ; on comble les interstices en travers avec de la paille et des branchages avant de couler la dalle de toit pour réaliser la terrasse, au sol lisse où de multiples tâches sont effectuées : séchage et tris des récoltes et stockage dans le grenier. Intégré à



l'habitation, non visible de l'extérieur, il est repérable grâce à son chapeau pointu, tressé serré en fibres naturelles pour préserver les récoltes des intempéries et des rongeurs. On accède à la terrasse par un tronc d'arbre à encoches. La cuisine se fait dans un coin de la cour ou sous abri en saison des pluies. Ces bâtisses montées en boudins de « banco » sont très vulnérables aux pluies violentes et nécessitent des restaurations ou reconstructions fréquentes.

Depuis les années 80, cet habitat particulièrement gourmand en bois pour la construction des charpentes est très contesté au niveau national du fait de la déforestation de la savane arborée. En réponse à cette remise en cause, les ressortissants et groupements villageois ont ainsi entrepris des plantations de tecks et de neems, arbres réputés pour leur croissance rapide et leur robustesse pour tenter de sauver ces constructions. Ces initiatives restent limitées et s'avèrent nettement insuffisantes compte tenu des besoins et de la raréfaction galopante des ressources boisées.

Au fil du temps, des briques de banco ont été moulées pour procéder à des constructions publiques (salles de réunions, dispensaires) puis ont servi aussi pour des maisons familiales, tandis que les toitures étaient tôlees.

Les familles aisées ont copié le modèle des bâtiments publics pour construire leur maison, quelquefois avec étage, en pierre de latérite, jointoyées au mortier avec toiture tôleée, fenêtres et porte métalliques. Ces constructions, plus solides et nécessitant moins de bois, sont cependant de vraies fournaises lors des grandes chaleurs.



L'aménagement des latrines privées, montées à l'extérieur de la bâtisse est en nette progression.

*le terme est en régression au profit de « de la diaspora »

L'émergence de la propriété privée en milieu rural

Dans la société rurale traditionnelle, la terre appartient aux **chefs de terre**, descendants de ceux qui ont autrefois occupé la région les premiers. Dans le cas des Dagara, ils venaient du Sud-est, l'actuel Ghana. Les chefs de famille se sont fait concéder des terres où ils ont établi leurs maisons (les « **concessions** ») et leurs champs. L'habitat est ainsi très dispersé. De nouveaux arrivants peuvent demander au chef de terre à s'établir sur des terres vacantes, mais il en reste très peu et loin des villages. Dans ce système, une terre ne peut être ni achetée ni vendue. Tout cela pose des problèmes aux familles qui s'agrandissent, aux femmes seules, aux migrants etc. Par ailleurs, depuis août 1984, Sankara ayant procédé à leur nationalisation, l'Etat considère que toutes les terres lui appartiennent, tout en préservant l'autorité des chefs de terre.



Depuis une dizaine d'années, en milieu rural, l'administration crée des **lotissements** destinés à la

Lente évolution de l'agriculture, de l'élevage et de la protection de l'environnement.

• Etat de la situation entre 1981 et 1990

Les Dagara constituent un peuple traditionnellement éleveur de bovins. Mais la peste bovine, resurgie en 1980, a fait mourir des millions d'animaux (une campagne de vaccination intense n'a éradiqué cette maladie de l'Afrique de l'Ouest qu'en 2001). Les rares bêtes, signe de richesse, sont alors utilisées pour la dot et exceptionnellement pour des festins. Dans la campagne, dans et autour des concessions, vivent des petits ovins, caprins, des cochons et de la volaille.

Les cultures vivrières traditionnellement faites à la daba (houe à manche court) : mil, sorgho, maïs, arachide, nourrissent mal la population, en qualité et quantité, surtout lors de la grande sécheresse de 1984-85. Les cultures de riz pluvial ou inondé (dont la préparation pour l'alimentation est plus facile que celle du mil traditionnel et qui est un aliment plus riche) et celle du coton sont très peu visibles et surtout très peu rentables. Les paysans n'ont pas d'engrais. Dans des champs collectifs, les femmes, organisées en groupement, cultivent : patate douce, taro, manioc, piment, chou, courge, gombo... Les puits creusés entre 10 et 20 m de profondeur sont pour la plupart taris 6 mois sur 12. Des banques de céréales (2 à Kpaï, 1 à Pirkon et 1 à Béné) subviennent aux besoins

construction d'habitations en les vendant à des particuliers. L'habitat se concentre désormais. Par exemple à Dano, les zones sont viabilisées et électrifiées. A Kpaï-Babora, le lotissement est tout récent : les derniers lots ont été vendus fin 2009, au prix de 100 F CFA/m² soit 0,15€/m². Les propriétaires devront acquitter une taxe de jouissance de 1500 F CFA et une taxe d'habitation annuelle très peu chère. Ces impôts fonciers sont une des ressources de la commune mais ils ont du mal à rentrer. Les acquéreurs sont tenus de bâtir dans un délai limité sous peine de perdre leur terrain. La propriété privée a donc pénétré le monde rural mais les acheteurs sont rarement des paysans.

Depuis la création de la commune rurale de Koper en 2006, le maire a entrepris de **cadastre** les équipements qui relèvent de sa compétence : bâtiments scolaires, logements de maître, centres de santé, centres d'alphabétisation, abattoir... Une propriété municipale est donc apparue.

De plus, la loi fait **dévolution des terres à la commune**, provoquant des conflits avec les chefs de terre. Des attestations de propriété sont accordées à ceux qui cultivent la même terre depuis trente ans mais ce sont les chefs de terre qui connaissent les limites. Désormais pour accorder une terre (champ collectif, construction d'un établissement scolaire), le maire doit réunir les propriétaires, le chef de terre, conclure avec eux un procès-verbal de palabres et le traduire en délibération municipale. Absents du village, les ressortissants exercent cependant une influence considérable dans ce type de décision.

Ces nouvelles dispositions ouvrent la brèche à l'**achat de terre** par des étrangers à la région, voire au pays, certes dans un objectif de développement de la production, mais au profit de l'investisseur plus que des villageois.

alimentaires des adhérents en période de « soudure », les mois précédant la récolte.

Dans ces années 80, les feux de brousse, la divagation des animaux, la coupe abusive du bois sont interdits par l'administration du président Sankara. S'il y a contravention, le village est rendu collectivement responsable et pénalisé. La lutte antiérosive (cordons pierreux), les ouvrages de retenue d'eau (barrages, digues filtrantes) permettent aussi d'entretenir le terroir.

Les « encadreur », personnels de l'Etat, souvent compétents et efficaces, sont en permanence sur le terrain, chargés de donner des conseils aux paysans.

La pression foncière est très forte à Koper (la population passe de 16 000 habitants en 1985 à 20 000 en 1995) ce qui provoque détérioration des sols, déforestation et migrations temporaires ou définitives. On note déjà que toutes les surfaces cultivables autour des concessions sont utilisées. Certains vont cultiver des parcelles à 20 km des villages sur des terres rendues salubres grâce au « programme d'aménagement des vallées des Volta, AVV », programme de l'OMS qui a éradiqué l'onchocercose (ou cécité des rivières).

Notons que l'AFVP (Association française des volontaires du progrès) arrive en 1984 à Koper. La philosophie d'action est de responsabiliser les villageois, par le fonctionnement d'un CVD (Comité villageois de développement) chargé de recenser les besoins, de concevoir et choisir des projets de développement. EMA deviendra en 1986 un de ses partenaires financiers.

- 1990 – 2000

En 1990, le FMI impose « l'ajustement structurel » qui va provoquer la réduction du train financier de l'Etat et donc, entre autres, la disparition des « encadreurs ». Les paysans, livrés à eux-mêmes, font alors des erreurs, par exemple dans le choix des variétés de riz, abandonnent la lutte antiérosive. C'est alors que les barrages rizicoles de Babora, de Gorgane, non entretenus, sont endommagés. Seuls quelques services techniques payants sont sur le terrain. Les feux de brousse ne sont plus sanctionnés, l'érosion des sols est intense. En 1993, cette conjoncture et la sécheresse sont responsables de très mauvaises récoltes.



En 1993, les premières lois de décentralisation proposent un « **programme national de gestion du terroir** » PNGT1 de 1994 à 1998, avec des aides financières importantes provenant en particulier de la Banque mondiale et imposent surtout la démarche participative de la population, initiée et pratiquée par l'AFVP et EMA.

Des progrès sensibles se manifestent alors : Les surfaces rizicoles augmentent et l'introduction de semences sélectionnées permet de meilleurs rendements. Le nombre de banques de céréales augmente. La politique « 8.000 villages, 8.000 bosquets » permet un reboisement partiel. Le nombre de bœufs d'attelage augmente dans les villages, ce qui permet des labours en sillon et les charrois ; mais ce sont seulement les riches qui peuvent les acheter.

Suite à la dévaluation de 1994 et aux encouragements de la Sofitex (entreprise d'Etat), de nombreux jeunes se lancent dans la culture du coton, parfois au détriment des cultures vivrières. Dès la fin des années 90, les banques de céréales sont au point mort.

- 2000- 2010

En 1999, « la stratégie de croissance durable de l'agriculture » prônée par l'Etat, conduit à des réformes importantes pour améliorer les performances de l'agriculture et de l'élevage.

En particulier un des objectifs est d'atteindre en 2010 un taux d'équipement pour la culture attelée de 65% des exploitations agricoles pour que les rendements augmentent et que la pénibilité du travail diminue. C'est à partir de 2003 que, à la demande des villageois, EMA subventionne l'achat de bœufs et de matériel agricole.

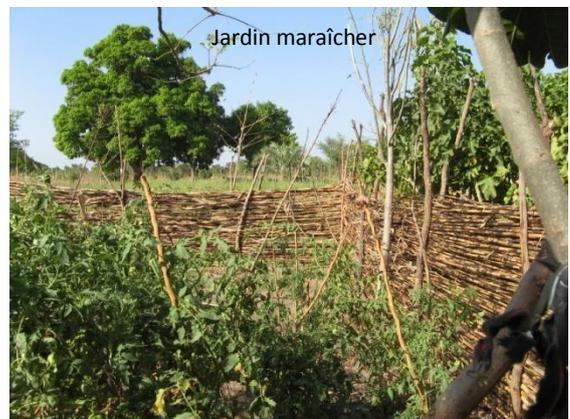
Tout comme EMA, de grosses ONG qui sont sur le terrain (PDERSO des Pays-Bas, ASUDEC des Etats-Unis, UCODEP liée à Peuples solidaires, etc.) et le plan national PNGT2 accélèrent aussi l'évolution des pratiques de gestion des ressources

naturelles (reboisement, pépinières, cordons pierreux, foyers améliorés, fosses fumières...) et subventionnent l'achat d'animaux.

Les formations qui accompagnent les aides financières et surtout la démarche participative et responsabilisante demandée aux bénéficiaires sont les moteurs de ces évolutions. Ed.PA, notre opérateur actuel, qui a pris la relève de l'AFVP en 2006, utilise les mêmes stratégies.

La culture du coton occupe de plus en plus de parcelles,. Les paysans utilisent alors le bienfait de « l'engrais-coton » pour le maïs l'année suivante. Mais la rentabilité du coton est variable et certains paysans vont même abandonner sa culture. On voit apparaître en 2005 le coton-bio, qui disparaît quasiment en 2009 et en 2008 le coton OGM en expérimentation. Après une année d'évaluation, les gros propriétaires le cultivent depuis 2010 sur incitation de l'Etat.

La gamme des cultures maraîchères s'élargit. On voit des champs de sésame, de tabac. La culture du moringa (anecdotique cependant) fournit des compléments alimentaires.



Les rendements augmentent grâce à la culture attelée et à l'utilisation des engrais, industriels et organiques. Le niébé (haricot du Sahel) est maintenant introduit dans la rotation triennale des cultures et pour l'alimentation des animaux et des hommes. Le riz occupe de plus en plus de bas-fonds aménagés. Il vient compléter le mil, le sorgho et le maïs dans l'alimentation journalière, qui reste très traditionnelle. Elevés par les femmes, la volaille, les moutons, les chèvres et les porcs améliorent quelquefois la qualité des repas.

Des aspects négatifs viennent ternir actuellement ces évolutions positives :

- la lutte antiérosive ne semble plus être prioritaire pour les paysans. Les petits ouvrages tels que cordons pierreux, digues filtrantes, ne sont pas entretenus. Le reboisement se fait avec des arbres fruitiers et non avec des essences forestières ; les « foyers améliorés » qui économisent le bois rentrent très difficilement dans les concessions ;

- nous ne voyons plus de banque de céréales en fonctionnement, signe de changement socio-économique : les excédents sont vendus dès la récolte, au lieu d'être gardés dans les villages pour la soudure.

L'engagement politique accompagné de financements, l'encadrement rural pour permettre la vulgarisation et l'implication de la population, nous paraissent indispensables : conditions nécessaires pour améliorer la vie des villageois et préserver les ressources naturelles.

L'avenir en questions

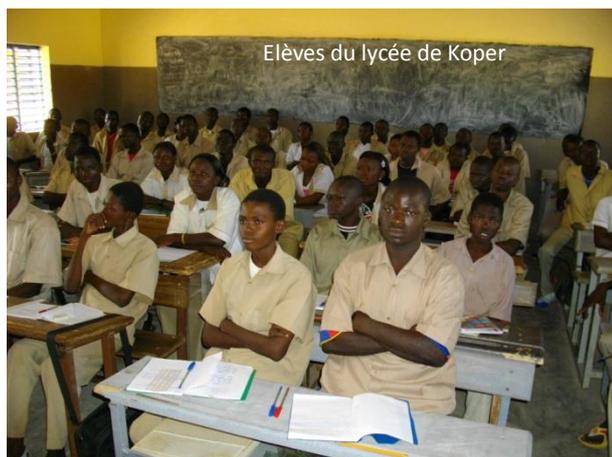
• La vie communautaire est-elle en régression ?

Ce que remarque d'abord le voyageur venant du Nord c'est, à la campagne, cette vie communautaire au sein de concessions, petit groupe de maisons où vit une famille élargie, incluant plusieurs générations, dans lequel les enfants, frères, sœurs, cousins, sont élevés ensemble. Une certaine solidarité s'exerce, au moins au sein de ce groupe familial. Au niveau du village, existent des groupements d'hommes, de femmes, de jeunes, ayant des objectifs précis, en particulier la culture de « champs collectifs », l'exploitation d'un moulin à mil ou d'un atelier d'extraction de beurre de karité. Beaucoup de ces groupements, qui étaient il y a 30 ans nos partenaires privilégiés, continuent à fonctionner.

On assiste aujourd'hui dans le loba comme ailleurs au Burkina, à l'implantation de lotissements de maisons individuelles, où, comme en ville, ne vit plus qu'une famille restreinte.

A Koper, la vie communautaire se poursuit et reste très largement majoritaire, mais elle risque à long terme de se réduire considérablement.

• Quel avenir pour les jeunes ?



Selon une enquête de 2007, **61,8% de la population de Koper avait moins de 25 ans** : quel avenir pour eux ?

Craignant que les surfaces cultivables ne puissent beaucoup croître, ni les rendements augmenter rapidement, même si la scolarisation en primaire d'une proportion croissante d'entre eux en fera sans doute des agriculteurs plus efficaces, il paraît difficile de croire que le travail agricole pourra les nourrir, eux et leurs enfants, dans les prochaines décennies.

Combien de titulaires du Certificat d'études ou du BEPC vont pouvoir trouver un emploi dans l'artisanat ou le commerce en ville ?

Ce point nous préoccupe, car nous sentons qu'outre les **besoins de formation** en agriculture et en élevage, le

développement des lotissements et l'arrivée de l'électricité vont entraîner des besoins en métiers du bâtiment, menuiserie, électricité, électronique, entretien mécanique, etc. Or les **formations professionnelles** tardent à se mettre en place.

Le palliatif à ces problèmes reste actuellement la pratique des **migrations**. Il y a 30 ans, les jeunes « lettrés » (sachant au moins lire et écrire) partaient pour Ouagadougou où beaucoup trouvaient des emplois de fonctionnaires. Ils sont devenus les « ressortissants » (ou « diaspora ») de leur village d'origine qu'ils ont aidé à subsister, voire à se développer. Mais ce filon s'est rapidement saturé. D'autres allaient s'installer, souvent définitivement, en Côte d'Ivoire, dans l'agriculture ou le chemin de fer. Lors des événements des années 90 ayant suivi l'émergence de l'« ivoirité », ils ont dû en revenir. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes partent pour une saison de culture au Ghana. Il faut souhaiter que peu d'entre eux se laissent gagner par la « fièvre de l'or », car les emplois dans les mines sont dangereux et très mal payés.

La plupart des 32 diplômés du BEPC de la promotion 2009 du Collège de Koper ont poursuivi leur scolarité sur place ou ailleurs. Les 15 bacheliers ont presque tous été admis à l'Université de Ouagadougou. Pour autant les emplois ne sont pas garantis.

• La fécondité : une décroissance insuffisante ?

La baisse de la fécondité apporterait à long terme un soulagement à cet afflux de jeunes et à cette inquiétude pour leur avenir.

Or la fécondité a commencé à décroître au Burkina : 7,1 enfants par femme en âge de procréer en 1981, année de fécondité maximale, à 5,8 en 2009 (donc diminution de 18% en 28 ans). L'extension de la scolarité devrait jouer un rôle dans la limitation des naissances.

Mais, malgré cette baisse de la fécondité, la population a continué à croître : 7 millions en 1981 et 16 millions en 2009 et cette croissance va se poursuivre du fait de la jeunesse de la population actuelle.

• L'indice de développement humain (IDH), une croissance insuffisante ?

L'IDH est un indice statistique composite, créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. L'IDH se fonde sur trois critères majeurs : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie.

La croissance de l'IDH du Burkina a été de 44% en 30 ans sur la période 1975-2005. On enregistre une progression moyenne annuelle de 0,3%, ce qui le situait en 2007 au 177^{ème} rang sur les 182 pays du monde. Le Burkina est donc **l'un des pays les moins développés du monde** : le niveau de vie de la population s'améliore lentement mais reste très faible, surtout en matière de scolarisation.

Même si le Burkina Faso est l'un des pays avec l'IDH le plus bas, à EMA nous sommes fiers et heureux de constater que sur 30 ans les conditions de vie à Koper ne cessent de s'améliorer en matière de scolarisation, de formations agricoles et de promotion des femmes. Une invitation répétée à poursuivre notre engagement auprès de nos amis burkinabè de Koper.